



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 54.210/4
du 23 octobre 2013

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'fixant les
modalités de la mise à
disposition d'agents du
Ministère et des organismes
d'intérêt public de la Région de
Bruxelles-Capitale à l'Agence
du stationnement de la Région
de Bruxelles-Capitale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 54.210/4
van 23 oktober 2013

over

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot vaststelling van
de terbeschikkingstellings-
modaliteiten van ambtenaren
van het Ministerie en van de
instellingen van openbaar nut
van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest naar het
Brussels Hoofdstedelijk
Parkeeragentschap'

Le 27 septembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant les modalités de la mise à disposition d'agents du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale à l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 23 octobre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 octobre 2013.

*

Op 27 september 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Openbare Werken en Vervoer verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot vaststelling van de terbeschikkingstellingsmodaliteiten van ambtenaren van het Ministerie en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 23 oktober 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 oktober 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'arrêté en projet ne procure qu'une exécution partielle à l'article 28 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale'. En effet, le législateur en prévoyant que « Le Gouvernement arrête le cadre du personnel de l'Agence du stationnement ainsi que son statut administratif et pécuniaire. Il sera prévu une mobilité optimale pour les fonctionnaires des administrations publiques vers l'Agence du stationnement » entendait également assurer la mobilité du personnel communal et ce dernier n'est pas visé par le projet examiné qui ne concerne que les agents du ministère et des Organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale¹. Or, lors de l'exécution d'une norme législative, le pouvoir exécutif ne peut en limiter la portée. Il doit en dégager les conséquences qui en découlent naturellement d'après son esprit et des objectifs qu'elle poursuit.

2. Les auteurs du projet se sont inspirés de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 septembre 2007 'fixant les modalités de la mise à disposition d'agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale à la Société bruxelloise de Gestion de l'Eau'. Certaines des dispositions reprises de cet arrêté s'articulent toutefois mal avec l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2013 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale'. Il s'agit de l'article 5 du projet qui concerne les commissions et les chambres de recours par rapport à l'article 17 du statut précité qui prévoit que « La commission de recours commune en matière de fonction publique instituée par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale est compétente pour les recours en matière de stage, d'évaluation, d'absences, de congés, de disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et de déclaration d'incapacité professionnelle définitive, selon les mêmes règles de procédure et de fonctionnement » et de l'article 6 du projet qui prévoit la possibilité de consulter toutes les réserves de recrutement de la Région de Bruxelles-Capitale constituées au moyen de concours organisé par SELOR. Les articles 21 suivants du statut précité prévoient en effet des concours de recrutement spécifiques annoncés au moins par un avis au *Moniteur belge*. Il est dès lors sans intérêt de prévoir la possibilité de consulter d'autres réserves. Si l'intention des auteurs du projet est de modifier la procédure de recrutement, ils doivent modifier le statut.

¹ Voir le Rapport sur le projet devenu l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2008/2009, n° A-498/2, p. 23).

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Le projet organise le transfert d'agents et pas leur mise à disposition. Il faut dès lors remplacer les mots « de la mise à disposition » par « du transfert ».

PRÉAMBULE

1. Selon la note au Gouvernement, les auteurs du projet ont estimé, à juste titre, qu'il n'avait pas d'impact budgétaire et, partant, semblent ne pas avoir demandé l'avis de l'Inspecteur des Finances ni l'accord du Ministre du Budget puisque ces derniers ne sont pas joints à la demande d'avis.

Les visas relatifs à ces formalités, dont la date est laissée en blanc ou mentionnant une date manifestement erronée, seront dès lors omis.

2. Il y a lieu d'y mentionner également l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale' modifié par l'article 8 du projet.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Dans la version française, il convient, , d'utiliser l'expression « l'Agence du stationnement » au lieu de « l'Agence », conformément à l'article 2, 7°, de l'ordonnance du 22 janvier 2009.

La même observation vaut pour la suite du projet (articles 2 et 5 à 8).

Article 4

Dans la deuxième phrase, le texte français sera revu conformément à la version néerlandaise qui est compréhensible.

Articles 7 et 8

Puisqu'il peut y avoir un doute quant à la division sous laquelle chaque article en projet est inséré, il y a lieu de préciser dans quelle division ils sont insérés².

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-2-3-2.

Article 9

L'article 9 prévoit que « le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au Moniteur belge ». La section de législation n'aperçoit pas quelles raisons impérieuses pourraient justifier de déroger au délai minimum de dix jours normalement laissé aux personnes pour prendre connaissance de l'acte ³.

Article 10

Puisque le ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions propose conjointement le projet avec le Ministre du Transport, il doit également être chargé de son exécution ⁴.

*

³ *Ibid.*, recommandation n° 151.

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 166 et formule F 4-7-2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerpbesluit geeft slechts gedeeltelijke uitvoering aan artikel 28 van de ordonnantie van 22 januari 2009 ‘houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’. Door te bepalen dat “De regering (...) de personeelsformatie van het Parkeeragentschap vast[stelt], alsook het administratief en geldelijk statuut van het personeel. Een optimale mobiliteit zal voorzien worden voor de ambtenaren van de openbare besturen naar het Parkeeragentschap”, wou de ordonnantiegever immers ook de mobiliteit van het gemeentepersoneel verzekeren handhaven, en naar dit gemeentepersoneel wordt niet verwezen in het voorliggende ontwerp dat alleen betrekking heeft op de ambtenaren van het ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.¹ Bij het uitvoeren van een wetgevende norm, kan de uitvoerende macht de draagwijdte ervan echter niet beperken. Ze dient de gevolgtrekkingen af te leiden die daaruit op natuurlijke wijze voortvloeien volgens de geest die aan de opvatting ervan ten grondslag heeft gelegen en volgens de doelstellingen die ze nastreeft.

2. De stellers van het ontwerp hebben zich gebaseerd op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 september 2007 ‘tot vaststelling van de terbeschikkingstellingsmodaliteiten van ambtenaren van het ministerie of van zekere organismen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar de Brusselse Maatschappij voor Waterbeheer’. Sommige van de uit dat besluit overgenomen bepalingen sluiten echter niet goed aan bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 mei 2013 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’. Het gaat om artikel 5 van het ontwerp, dat de commissies en de kamers van beroep betreft, ten opzichte van artikel 17 van het voormelde statuut, dat het volgende bepaalt: “De gemeenschappelijke commissie van beroep inzake openbaar ambt ingesteld door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 26 september 2002 houdende het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is bevoegd voor beroepen inzake stage, evaluatie, afwezigheid, verlof, disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en verklaring van definitieve beroepsongeschiktheid volgens dezelfde regels inzake procedure en werking”, en artikel 6 van het ontwerp, dat voorziet in de mogelijkheid om alle wervingsreserves van het Brussels

¹ Zie het verslag over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de ordonnantie van 22 januari 2009 ‘houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’ (*Parl.St. Br. Parl.* 2008/2009, nr. A-498/2, 23).

Hoofdstedelijk Gewest, samengesteld op basis van door SELOR georganiseerde vergelijkende examens, te raadplegen. De artikelen 21 en volgende van het voormelde statuut voorzien immers in specifieke wervingsexamens die op zijn minst door middel van een bericht in het *Belgisch Staatsblad* aangekondigd worden. Het is dan ook van geen belang te voorzien in de mogelijkheid om andere reserves te raadplegen. Als de stellers van het ontwerp van plan zijn de wervingsprocedure te wijzigen, moeten ze het statuut wijzigen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIJF

Het ontwerp regelt de overplaatsing van ambtenaren, en niet hun terbeschikkingstelling. De woorden “van de terbeschikkingstellingsmodaliteiten” moeten dan ook vervangen worden door de woorden “van de nadere regels inzake de overplaatsing”.

AANHEF

1. Volgens de nota aan de Regering waren de stellers van het ontwerp, terecht, van oordeel dat het geen weerslag op de begroting heeft en hebben ze daardoor waarschijnlijk niet het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de minister van Begroting gevraagd, aangezien die niet bij de adviesaanvraag gevoegd zijn.

De verwijzingen naar die vormvereisten, waarvan de datum opengelaten is of duidelijk verkeerd is, moeten dan ook vervallen.

2. Voorts moet ook melding gemaakt worden van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, dat bij artikel 8 van het ontwerp gewijzigd wordt.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de Franse versie dient, overeenkomstig artikel 2, 7°, van de ordonnantie van 22 januari 2009, de uitdrukking “l’Agence du stationnement” gebruikt te worden in plaats van “l’Agence”.

Deze opmerking geldt ook voor de rest van het ontwerp (artikelen 2 en 5 tot 8).

Artikel 4

In de tweede zin moet de Franse tekst herzien worden op basis van de Nederlandse versie die bevattelijk gesteld is.

Artikelen 7 en 8

Aangezien er twijfel kan rijzen over de onderverdeling waarin elk ontworpen artikel ingevoegd is, moet gepreciseerd worden in welke onderverdeling die artikelen ingevoegd worden.²

Artikel 9

Artikel 9 bepaalt dat “dit besluit (...) in werking [treedt] op de dag van publicatie in het Belgisch Staatsblad”. De afdeling Wetgeving ziet niet om welke dwingende redenen er afgeweken zou moeten worden van de minimumtermijn van tien dagen die normaal geboden wordt aan de belanghebbenden om van de regeling kennis te nemen.³

Artikel 10

Aangezien de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken het ontwerp samen met de minister van Vervoer voordraagt, moet hij ook met de uitvoering ervan belast worden.⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, formule F 4-2-3-2.

³ *Ibid.*, aanbeveling 151.

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 166 en formule F 4-7-2.